



CHAPITRE 112

LOI CONCERNANT CERTAINS TRAVAUX PUBLICS DANS LES CITÉS ET LES VILLES

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi* Titre abrégé.
concernant certains travaux municipaux.

2. Nulle corporation de cité ou de ville, quelle que soit la loi qui la régit, sauf les cités de Québec et de Montréal, ne peut donner à l'entreprise des travaux de construction ou d'amélioration ni passer un contrat à cet effet, à moins que le règlement qui autorise le contrat ou ordonne les travaux n'ait pourvu à l'appropriation des deniers nécessaires pour en payer le coût. S.R. (1909), 5885a, § 1; 9 Geo. V, c. 59, s. 10.

Deniers nécessaires aux travaux des cités et villes, etc.

3. Si la corporation n'a pas, dans ses fonds généraux non autrement appropriés, les sommes nécessaires à cette fin, le règlement devra pourvoir à l'imposition d'une taxe spéciale sur toute la municipalité ou sur les propriétaires obligés au coût des travaux, selon le cas, ou décréter un emprunt, et, dans ce cas, le règlement devra remplir toutes les conditions et formalités requises par la loi relative aux emprunts municipaux. S.R. (1909), 5885a, § 2; 9 Geo. V, c. 59, s. 10.

Taxe ou emprunt en certains cas.

4. Cependant, lorsque la corporation est tenue, par la loi, d'obéir à une ordonnance du conseil d'hygiène prescrivant l'exécution de certains travaux dans un délai déterminé, elle peut exécuter cette ordonnance et emprunter les deniers nécessaires sans observer les prescriptions de la présente loi; et, en général, la présente loi ne s'applique pas dans les cas spéciaux autrement réglés par la loi. S.R. (1909), 5885a, § 3; 9 Geo. V, c. 59, s. 10.

Exceptions.

Nullité des
contrats non
conformes à
cette loi.

5. Les contrats passés contrairement aux dispositions de la présente loi sont nuls et ne lient pas la corporation, et tout contribuable peut obtenir un bref d'injonction contre la corporation et l'entrepreneur pour empêcher l'exécution des travaux. S.R. (1909), 5885a, § 4; 9 Geo. V, c. 59, s. 10.

Responsabi-
lité des mem-
bres du con-
seil.

6. Toute infraction aux dispositions de la présente loi rend chacun des membres du conseil en défaut passible d'une amende n'excédant pas cinq cents dollars. S.R. (1909), 5885a, § 5; 9 Geo. V, c. 59, s. 10.

Cas urgents.

7. Il est cependant loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, dans les cas urgents, de permettre à un conseil municipal de déroger aux dispositions de la présente loi. S.R. (1909), 5885a, § 6; 9 Geo. V, c. 59, s. 10.

Chapitre 112 A - ajouté par 17 Geo. V, c. 35

Loi concernant la réglementation municipale des édifices
publics dans les cités et villes.
